27 MARS SOCIAL LE COLLECTIF « NI PAUVRE, NI SOUMIS » MANIFESTERA À TOULOUSE POUR UN REVENU D'EXISTENCE ÉQUIVALENT AU SMIC

Handicapés : leur situation financière se dégrade dangereusement. Ils témoignent

« *En 2010, il est intolérable que des personnes handicapées ou atteintes de maladies invalidantes soient obligées de choisir entre manger, se loger ou se soigner !* ». C'est le constat accablant de Guy Molinier, coordinateur santé d'Act Up Sud-Ouest et membre du collectif « Ni pauvre ni soumis » (NPS). « *Pour toutes ces personnes, nous revendiquons la création d'un revenu d'existence équivalent au Smic, un accès à la Couverture maladie universelle (CMU) et la suppression des mesures de régression sociale. Sous prétexte de réduire le déficit de la Sécurité sociale, on stigmatise les malades qui doivent, aujourd'hui plus qu'hier, subir la hausse des frais liés à la santé. Aujourd'hui, le mot d'ordre, c'est sois malade et tais-toi* », poursuit-il.

Le cortège partira de la place Saint-Étienne, dès 13h, jusqu'au Capitole.

« Beaucoup vont aux Restos du cœur »

Un point de vue partagé par Magalie Dejean, jeune handicapée moteur et représentante départementale de l'Association des paralysés de France (APF) pour la Haute-Garonne. « *J'ai de la chance d'avoir une famille qui me soutient financièrement : sans elle, je ne m'en sortirais pas. Je suis en fauteuil, ne peux pas travailler et ne touche donc guère plus de 700 euros d'aides par mois. Avec ça, je paye les factures, mon loyer et je fais une croix sur le superflu. J'aimerais aller au cinéma, mais je ne peux pas : ça reste de l'ordre du très exceptionnel,* regrette-t-elle, résignée. *Je ne m'offre pas non plus de mutuelle et je fais le moins possible de courses, en achetant le strict minimum. Malheureusement, la réalité aujourd'hui, c'est que beaucoup d'handicapés sont obligés d'aller chercher de quoi manger aux Restos du cœur. L'Allocation adulte handicapé* (AAH) *ne permet pas d'avoir une vie décente. Handicap et pauvreté, double peine. Nous voulons vivre et non survivre... et ne plus payer le fait d'être malades. On voudrait tous travailler et avoir une vie meilleure. Mais ce n'est pas toujours possible* ». En plus de ces difficultés financières, Magalie dénonce le peu d'enclin des employeurs du département à embaucher des personnes handicapées ou atteintes de maladies invalidantes. « *Ceux d'entre nous qui sont capables de travailler ne le peuvent que très rarement. Les entreprises de plus de 20 salariés sont censées embaucher 6 % de travailleurs handicapés. Mais c'est loin d'être la réalité...* ». Séropositive, Mathilde* explique ainsi : « *Je suis dans la même boîte depuis plusieurs années, mais ici seuls quelques collègues sont au fait de mon état de santé. Je suis certaine que si mes employeurs en avaient eu connaissance, j'aurais pu faire une croix sur ce boulot : j'ai déjà été confrontée à de la discrimination. Parce qu'en 2010, les malades du Sida et les handicapés font encore peur et qu'ils sont jugés moins productifs. Mais je suis diplômée, autant que les autres, alors je les emmerde tous... Nous ne sommes pas des profiteurs, comme beaucoup le pensent* ».

ALEXIS RODRIGUES

* *Le prénom a été modifié*

Comment vivre avec 680 euros par mois...

Présidente de l'association Handi-Social, Odile Maurin, pluri handicapée, dénonce des conditions financières désastreuses. « ***Aujourd'hui, le revenu moyen d'un handicapé est de 680 euros,*** **confie-t-elle.** ***Il est extrêmement difficile pour nous d'obtenir un emploi : nationalement, le chômage nous touche deux fois plus que les personnes valides. Quant à tous ceux qui sont dans l'incapacité d'intégrer une entreprise - c'est mon cas - ils doivent se contenter de l'Allocation adulte handicapé*** **(soit 681,63 euros mensuels ndlr)** ***et dans le meilleur des cas d'une maigre pension, non cumulable. C'est d'ailleurs ubuesque : en dessous du seuil de pauvreté*** **(910 euros/mois),** ***nous sommes trop riches d'une cinquantaine d'euros pour profiter de la Couverture maladie universelle*** **(CMU) ». Odile Maurin pointe également du doigt le calcul de l'AAH, dégressive, en fonction du revenu du conjoint.** « ***Cela crée des situations de dépendances inimaginables : certains handicapés refusent de se séparer pour ne pas se retrouver dans la galère. D'autres hésitent à se marier à cause de cette mesure. Par l'action du 27, nous demandons l'accès à la CMU et un revenu d'existence équivalent au Smic brut, cumulable avec celui du conjoint. Face à la multiplication des déremboursements et à la hausse des franchises médicales, qui aggravent notre situation, c'est un minimum. Pour qu'enfin, en 2010, nous puissions sortir de notre situation de grande pauvreté*** » ●

ODILE MAURIN
Présidente d'Handi-Social

26 ET 27 MARS SECOURISME LA CROIX ROUGE ORGANISERA UNE FORMATION À L'IAE

Défibrillateurs : Toulouse peut-elle rattraper son retard ?

Alors que l'Institut d'administration des entreprises (IAE) de Toulouse proposait, le 12 mars, une formation à l'utilisation de défibrillateurs, où en est-on de leur déploiement dans l'agglomération toulousaine ? « *À Toulouse, nous avons peut-être un peu de retard*, concède Monique Durrieu, adjointe au maire à la santé publique. *Je travaille sur ce point depuis 2008 et très concrètement, 15 Défibrillateurs automatiques externes* (DAE) *devraient être mis en place sur la voie publique dès l'été prochain. Ils seront accompagnés de 27 DAE réservés aux infrastructures municipales et de cinq mobiles, qui serviront aux grands rassemblements. Le tout pour un coût de maintenance de 60 000 euros par an* ».

Pas une démarche par mode

Le Samu 31 est intervenu 60 fois entre août 2007 et août 2008 pour un arrêt cardio-circulatoire, dont plus de la moitié se sont déroulés sur la voie publique. Quant à l'utilisation de défibrillateurs, elle n'est plus réservée aux seuls personnels médicaux, depuis le décret du 4 mai 2007. Encore faut-il savoir les utiliser correctement... « *Évidemment, notre déploiement sera accompagné d'une campagne d'information*, justifie Monique Durrieu. *Il ne s'agit pas de laisser rouiller les machines dans un coin, ni d'entreprendre cette démarche par mode. Une cartographie stipulant l'emplacement de tous les DEA de la ville sera distribuée au Samu et un plan de formation sera lancé. Notre objectif ? Former 100 % des agents municipaux et 20 % des Toulousains.* ».

Parmi les défibrillateurs déployés sur la voie publique de la Ville rose, seront, entre autre, concernés la place du Capitole, les sorties de métro Esquirol, Jeanne d'Arc, Jolimont, Minimes, Bellefontaine et les stations de vélo de Saint-Aubin, Victor Hugo, Saint Pierre et de la Prairie des Filtres.

A. R.

27 MARS CARNAVAL TOURNEFEUILLE ORGANISE SA 10E ÉDITION AVEC L'USINE

Dès 16h, la ville s'offre un « Retour vers l'avenir », avec son carnaval dédié au thème de l'imaginaire futuriste.

L'AGENDA

25 MARS
MÉDIAS
Décryptage
Où et comment s'informer ? Lire un journal ou un blog ? Qui sont les journalistes ? Qui finance la presse ? Avec le numérique, la donne est en train de changer et l'apparition de nouveaux supports induit la production de nouveaux contenus. Pour répondre à toutes ces questions de société, la bibliothèque de Toulouse, en partenariat avec la librairie Terra Nova, propose de rencontrer des journalistes et spécialistes du monde de l'information. Première séance ce 25 avril à 18h, autour de la presse écrite, avec Jean-Marie Charon et Jacques Rosselin. Animé par Olivier Bertrand, journaliste à Libération et correspondant de Libélyon (édition web).
Médiathèque José Cabanis, allée Jacques Chaban-Delmas

28 MARS
FOOTBALL
Le TFC doit se racheter face à Nice
À 17h, au Stadium, les Toulousains, qui n'ont plus rien à espérer cette saison, doivent une revanche à leurs fans après leur déroute à Rennes (4-1. Ils reçoivent une équipe niçoise qui s'est donnée de l'air au classement en battant le PSG (1-0) le week-end dernier.

29 MARS
CONFÉRENCE
Conduites à risque chez les adolescents
Le collège Paul-Cézanne de Montrabé organise une conférence-débat sur les conduites à risque et les addictions chez les adolescents. Elle sera animé par Florence Marette, éducatrice spécialisée, du « Point écoute prévention » de l'Arpade (Association régionale de prévention et d'aide aux dépendants et aux exclus) et le Docteur Fontan.
Route de Mondouzil, à Montrabé

30 MARS
MANIFESTATION
Fête des sports
Organisée par l'Association sportive de l'UT1, cette fête a pour ambition d'utiliser le sport pour dépasser les cloisonnements entre filières universitaires. Au programme : démonstrations dans le hall du bâtiment Arsenal de l'université (2, rue du Doyen Gabriel-Marty), rencontres entre équipes mixtes au gymnase du Bazacle (11, impasse du Ramier des Catalans) et au gymnase de la Manufacture des tabacs (21, allée de Brienne)... Inscription jusqu'au 26 mars, à l'accueil du département des activités sportives, salle A.
Hall de l'UT1, gymnase de la Manufacture des tabacs et gymnase du Bazacle.